



CENTRE
D'ENTREPRENEURSHIP
NORDIQUE

Mémoire

Centre d'entrepreneurship nordique

PLAN D'ACTION EN ENTREPRENEURIAT 2022-2025

Mémoire présenté au Ministère de l'Économie et de
l'Innovation dans le cadre des consultations en vue de
l'élaboration du Plan d'Action en entrepreneuriat
2022-2025

10 septembre 2021

Table des matières

Présentation de l'auteur	3
Résumé du mémoire.....	4
La création d'entreprises et leur pérennité	6
Le transfert des entreprises dans un contexte de vieillissement démographique .	7
La participation de tous à l'entrepreneuriat.....	8
L'innovation au cœur du développement économique et du déploiement des entreprises.....	9
Conclusion.....	10

Présentation de l'auteur

Ce mémoire est présenté par le Centre d'entrepreneurship nordique (CEN).

Le CEN poursuit la mission de développer la culture entrepreneuriale dans la région Nord-du-Québec, de stimuler et promouvoir l'entrepreneuriat et de soutenir le maintien en affaires des entreprises existantes, supportant ainsi le développement socio-économique du territoire nordique. Au CEN nous croyons que c'est par la création de nouvelles entreprises ou le maintien/développement d'entreprises existantes que se créent/renforcent de nouveaux/existants emplois. On peut ainsi en conclure que plus la culture entrepreneuriale d'une région est développée, plus de nouveaux projets d'affaires verront le jour. L'entrepreneurship représente donc un moyen privilégié afin de contribuer au développement économique et social d'un milieu, d'une région.

Le mécanisme de consultation constitue un rouage incontournable afin de tenir compte des différentes facettes, aspirations et attentes des citoyens ainsi que favoriser la participation à la vie démocratique. Il permet d'utiliser le savoir des acteurs terrain, de renforcer le rôle de ces mêmes acteurs en les alignant avec les orientations de politiques et programmes des pouvoirs publics tout en augmentant leurs capacités d'agir. De plus, elle permet à l'État de consulter les parties prenantes investis dans différents pans de la société, notamment l'entrepreneuriat.

À cet effet, le présent mémoire est en lien direct avec les énoncés de mission du CEN, à savoir, le soutien au développement économique du Nord-du-Québec par la promotion de la culture entrepreneuriale et l'accompagnement des entrepreneurs et porteurs de projets d'entreprise dans la région du Nord-du-Québec.

Le CEN souhaite donc participer à cette consultation et apporter des précisions à l'égard des réalités que vit la classe entrepreneuriale au Québec et plus spécifiquement dans le Nord-du-Québec et sur le territoire de la Baie-James.

Résumé du mémoire

Tel que mentionné précédemment, ce mémoire s'inscrit dans le cadre de la consultation devant mener à l'élaboration du nouveau Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025 du ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec. Aspirant à mettre en place des mesures différentes, novatrices, plus spécifiques et flexibles afin de stimuler l'entrepreneuriat, ce dernier aspire aussi à mieux outiller les entrepreneurs afin de favoriser la pérennité des entreprises et encourager la reprise des entreprises.

Ce mémoire se veut une information sur la vision de notre organisation en ce qui a trait au développement du secteur de l'entrepreneuriat pour les 3 années du Plan d'action en l'entrepreneuriat 2022-2025 au Québec. Il témoigne d'une forte volonté de se mobiliser, dans un leadership collectif, afin de faciliter à nos promoteurs d'entreprise leur processus de création, de consolidation et de développement de leurs projets d'entreprises.

1. Quels sont les principaux défis et obstacles (cinq au maximum) auxquels sont confrontés les entrepreneurs du Québec?

Bonification de l'aide apportée aux entrepreneurs par l'amélioration de l'accès aussi bien aux services d'accompagnement personnalisés comme aux financements adaptés / Développement des communautés entrepreneuriales et de pratiques / Renforcement des programmes de formation en entrepreneuriat pour les jeunes et l'accès à la pratique entrepreneuriale au travers des Conseils d'administration des entreprises / Renforcement de l'accompagnement individuel par le Mentorat / Création d'un fonds spécifique d'aide à la reprise d'entreprises.

2. Parmi ces défis et obstacles, lesquels devraient retenir l'attention du gouvernement de façon prioritaire et pourquoi?

La construction de communautés entrepreneuriales. Parce que cette démarche holistique mènera à moyen et long terme à une harmonisation des actions et le développement d'un leadership collectif dans une dimension locale d'abord et régionale ensuite pour un meilleur impact / **La création de fonds d'aide à la reprise des entreprises** : un tel outil viendra dynamiser les capacités de reprise des entreprises, surtout pour les jeunes. Il sera complémentaire de la démarche de construction des communautés entrepreneuriales en ce sens qu'il servira de pilier à l'intégration de jeunes entrepreneurs ayant déjà entamé un parcours en entrepreneuriat ou ayant déjà participé à des instances décisionnelles en entreprise ainsi qu'aux promoteurs d'un projet de reprise vivant des contraintes au niveau des mises de fonds/ **Renforcement des programmes de formation en entrepreneuriat** pour les jeunes et **l'accès à la pratique entrepreneuriale** au travers des Conseils d'administration des entreprises

3. Quelles pistes de solution devraient être soutenues ou mises en œuvre pour répondre à ces défis et obstacles et ainsi soutenir le développement de l'entrepreneuriat au Québec?

Soutenir les actions de mobilisation et de concertation des acteurs terrain / Maintenir la proximité des conseillers terrain du MEI pour une meilleure implication dans les étapes de planification et d'orientation des projets-programmes / Faciliter le financement des missions des structures de mise en œuvre en entrepreneuriat favorisant la mise en place d'une mémoire institutionnelle et une stabilité de la main d'œuvre / Faciliter le financement des mesures d'impact des projets et programmes.

4. Quelle contribution peut apporter votre organisation pour relever les défis ou aplanir les obstacles définis?

Le CEN contribuera aux études de mesures d'impact des actions en entrepreneuriat dans sa juridiction. / Le CEN offrira également des services de formation en entrepreneuriat et d'accompagnement personnalisé des entrepreneurs sur chaque étape de leur cheminement dans la création de leur projet d'entreprise. / Le CEN continuera à offrir aux entrepreneurs du Nord-du-Québec et de la Baie-James un accès à des services de Mentorat avec le soutien du Réseau Mentorat / Le CEN participera à toute réflexion stratégique en entrepreneuriat au Québec.

5. Quelles seraient les meilleures pratiques qui pourraient être mises de l'avant par le gouvernement afin de mieux appuyer l'entrepreneuriat au Québec? 6. Avez-vous d'autres éléments, propositions ou solutions novatrices dont vous aimeriez nous faire part afin d'améliorer le soutien aux entrepreneurs?

Mettre en place des outils de financement des entrepreneurs adaptés et spécifiques à chaque milieu, c'est-à-dire prenant en compte les spécificités ethnoculturelles pour ce qui est du Nord-du-Québec par exemple / Favoriser la mise en place de programmes d'appui et d'accompagnement établi sur une périodicité de 10 ans, et fractionnés en cycle de 3 ans avec mesure d'impact / Consolider les programmes de financement des services d'expertise pour les entrepreneurs au démarrage et en consolidation / Renforcer l'utilisation du Web comme outil de mobilisation des acteurs de mise en œuvre en augmentant les investissements et le renforcement des capacités dans le domaine des technologies /

La création d'entreprises et leur pérennité

L'entrepreneuriat est un puissant moteur de croissance en plus d'être un facteur conséquent de transformation sociale et de valorisation du territoire. En effet, les entrepreneurs contribuent à la création de la richesse collective des territoires et offrent des services qui répondent d'une part à des besoins connus du milieu et d'autre part à des besoins nouveaux en faisant émerger des solutions pour certains secteurs d'activités. En ce sens, une économie entrepreneuriale est une économie dynamique et qui nécessite qu'on l'appuie et qu'on soit en mesure de mettre en place des solutions afin de la stimuler et de la faire progresser à un autre niveau.

Sensibiliser la population aux réalités et bénéfices de l'entrepreneuriat devrait faire partie des objectifs du plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025. Le Nord-du-Québec, à l'instar de beaucoup de régions au Québec, présente un potentiel en terme entrepreneurial qui doit être exploité et valorisé. À cet effet, le gouvernement pourrait **bonifier l'aide offerte aux organismes porteurs d'initiatives visant à sensibiliser et accompagner les clientèles prioritaires telles que les femmes, les autochtones, les immigrants ou encore les jeunes.**

De plus, il est nécessaire que le gouvernement prenne en compte les réalités socio-économiques et culturelles des régions comme celle du Nord-du-Québec. L'éloignement des grands centres, mais aussi des communautés entre elles représente un frein majeur pour beaucoup d'entreprises en région. Ces conditions font en sorte que le maillage entre les entreprises est un concept qui reste diffus alors qu'il représente un gage de succès de la communauté entrepreneuriale. En ce sens, **la mise sur pied ou l'appui à la mise en place de projets pour développer des communautés entrepreneuriales ou des communautés de pratiques seraient une belle avenue afin de stimuler autant l'émergence que la pérennité des entreprises en région et au Québec.**

Miser sur l'entrepreneuriat collectif en région, principalement pour les régions éloignées et isolées facilitera le maintien d'une dynamique économique locale et permettra aux populations enclavées de disposer de stratégies alternatives aux fermetures des structures financières comme les banques, une douloureuse situation que vivent dans le désarroi des québécoises et québécois. **Pour cela, le Plan d'action pourrait favoriser la mise en place de fonds d'appui aux initiatives économiques collectives, avec un regard spécifique pour les régions éloignées et enclavées.**

De plus, miser sur l'entrepreneuriat féminin et jeunesse pour travailler à développer les capacités des femmes et de nos jeunes à oser l'entrepreneuriat peut fortement servir au renouvellement du parc d'entreprises au Québec et à son développement. Pour cela, **appuyer la mise en place de projets de formation et de renforcement des capacités en entrepreneuriat des femmes et de nos jeunes au niveau scolaire et de la formation professionnelle, avec une approche d'intégration précoce dans les Conseils d'administration d'entreprise, motivera certainement leur volonté à se lancer en entreprise ou à reprendre**

une entreprise. Aussi, il serait important de renforcer les programmes de mentorat sur le territoire du Québec avec un soutien accru au Réseau Mentorat.

Le transfert des entreprises dans un contexte de vieillissement démographique

En 2014, une étude évaluait que le coût global sur 10 ans de la fermeture d'entre 5000 à 10 000 entreprises entraînerait la suppression de 79 000 à 139 000 emplois en plus de coûter entre 8,2\$ à 12\$ milliards de dollars en perte de PIB¹. Dans le même ordre d'idée, le Centre de transfert d'entreprise du Québec (CTEQ) évaluait en 2018 que 60% des dirigeants d'entreprise avaient plus de 50 ans et que quatre entrepreneurs sur 10 allaient probablement se départir de leur entreprise en 2018 entre 2023². Cet enjeu vécu à la grandeur de la province du Québec est aussi une préoccupation dans le Nord-du-Québec, spécialement dans un contexte de diminution et de vieillissement de la population jamesienne³.

À ce niveau, plusieurs solutions peuvent être mises en œuvre pour freiner et possiblement endiguer ce phénomène. Tout d'abord, la valorisation des services du CTEQ qui agit à titre de mandataire pour le gouvernement du Québec devrait être prioritaire. **Les divers conseillers agissant au sein des organismes de développement ou encore des MRC devraient se coordonner avec les conseillers de la CTEQ afin de faire rayonner les services offerts et les bénéfices du rachat d'une entreprise.**

De plus, un des freins empêchant le rachat d'une entreprise tient au manque de capacité financière du reprenant, surtout en ce qui a trait à la mise de fonds. Ceci est d'ailleurs particulièrement criant dans le cas de jeunes entrepreneurs. La mise sur pied d'un véhicule financier permettant de compenser cette problématique pourrait en ce sens être bénéfique et éviter un surendettement chez les jeunes repreneurs. Ainsi, **un fond spécifique devrait être mis sur pied afin d'appuyer les repreneurs dans l'obtention d'une mise de fonds nécessaire à un projet de rachat.**

Le Québec se doit de disposer d'une jeunesse dynamique et avertie des questions entrepreneuriales. Au Québec 65,9% des entrepreneurs sont âgés entre 30 et 59 ans et seulement 5,6% sont dans la tranche d'âge de 20-29 ans dont 0,7% entre 20 et 24 ans⁴. Afin de favoriser l'implication des jeunes dans le métier d'entrepreneur, **le Plan d'action 2022-2025 en entrepreneuriat pourrait appuyer les projets d'intégration des jeunes finissants dans les programmes en entrepreneuriat dans les conseils d'administration des entreprises pour préparer la relève dans la pratique.**

¹ Chambre de commerce du Montréal métropolitain, [Le transfert des entreprises à la relève : un enjeu majeur pour l'économie du Québec et la pérennité des PME](#), 2014.

² Centre de transfert d'entreprise du Québec, [Les enjeux du transfert d'entreprise](#), 2018.

³ Statistique Canada, données des recensements, 1981-2016.

⁴ Statistique Canada, Enquête sur la population active : Fichier de microdonnées à grande diffusion.


La participation de tous à l'entrepreneuriat

La crise de la Covid 19 a démontré la nécessité de revoir le secteur de la main d'œuvre, qui a exposé sa fragilité et son aspect précaire. Cette situation pourrait nous amener à mener une réflexion sur la nécessité de porter des innovations sur le marché du travail au Québec. C'est-à-dire comment arriver à faire en sorte que notre système scolaire puisse produire assez de jeunes dynamiques et autonomes, capables de reprendre le tissu entrepreneurial au Québec? Comment arriverons-nous à harmoniser les politiques et programmes territoriaux en entrepreneuriat avec une vision collective et d'économie circulaire de développement de l'entrepreneuriat? Comment arriver à motiver un leadership collectif pour le développement du tissu entrepreneurial au Québec ? Comment renforcer l'impact des approches de développement en entrepreneuriat du bas vers le haut afin de mieux renforcer la portée et les résultats des programmes de développement du Québec. Mais surtout comment, tous ensemble, nous pouvons travailler à stimuler la création d'entreprise au Québec et pour le Québec.

Selon Statistiques Canada, le taux de création d'entreprises au Québec⁵ est passé de 15,7 % en 1993 à 10,8 % en 2018, avec un léger rebond à partir de 2015 où il a connu son plus bas niveau avec 10,2 %⁶. La Colombie-Britannique est à 14,3 %, les Provinces des Prairies à 14,0 %, l'Ontario à 13,6 %, les Provinces de l'Atlantique à 12,5 %⁷.

Pour favoriser le maintien de cette tendance à la hausse au Québec, **il serait très intéressant sur la période 2022-2025, d'appuyer une démarche holistique touchant 5 secteurs de la vie de la collectivité et reliés à l'entrepreneuriat : au niveau éducation**, dotation pour nos jeunes de compétences en entrepreneuriat, et incitation à intégrer les CA d'entreprise; **Au niveau de l'administration territoriale**, harmonisation et complémentarité des programmes de développement économique, adaptabilité des programmes fiscaux sur chaque palier de gouvernance; **Au niveau des intervenants en développement**, harmonisation des projets et programmes d'intervention en entrepreneuriat, renforcement du dialogue et de la concertation ; **Au niveau des entrepreneurs**, dynamisation des concertations et du partage d'expériences, développement des innovations apportées à la rétention des employés; **Au niveau du consommateur**, développement de programmes renforçant le sentiment d'appartenance territoriale, sensibilisation sur le support d'une économie locale en développement. Toute cette démarche concourt à bâtir et à dynamiser des communautés entrepreneuriales pour le Québec, surtout avec **la baisse du nombre d'entrepreneurs au Québec**, passant de 195 400 en 2000 à 152 300 en 2020⁸.

⁵ <https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/etudes-analyses/analyses-sur-lentrepreneuriat-et-les-pme/portrait-de-lentrepreneuriat-au-quebec/>

⁶ Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, tableau 33-10-0087-01 , et commande de données personnalisées.

⁷ Source : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi, tableau 33-10-0087-01

⁸ Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0027-01

L'innovation au cœur du développement économique et du déploiement des entreprises

L'enjeu de l'innovation dans les entreprises du Québec, spécialement dans le contexte post pandémie, nécessite un effort particulier afin d'assurer à la fois la croissance de nos entreprises, mais aussi leur pérennité à long terme. Toutefois, les entreprises du Québec accusent un retard important en matière d'investissement en innovation et de recherche et développement avec environ selon 5% des PME québécoises se disant avancées dans leur transformation numérique⁹. Or, quand on sait que 77% des entreprises très innovantes rapportent une augmentation de la productivité ou que plus de 50% de ces dernières estiment avoir attiré de nouveaux clients¹⁰, il devient clair que la valorisation de la culture de l'innovation est une clé qui permettra d'enrichir à la fois nos entreprises, mais aussi la société québécoise dans son ensemble.

D'abord, il est nécessaire d'accompagner les entreprises, spécialement les PME, dans l'implantation et la gestion des projets d'innovation et de transformation numérique présentant un haut niveau de complexité. Le fait d'offrir du financement pour l'achat d'équipement sans offrir quelconque soutien ne garantit aucunement la réussite du projet d'innovation et peut, à moyen et long terme, nuire à l'entreprise. En ce sens, **il est nécessaire de mieux faire connaître les programmes de financement existants et les adapter sur une période répondant aux besoins de l'entreprise que ce soit pour des projets d'innovation ou pour des projets de transformation numérique.**

Deuxièmement, prenant appui sur la crise de la Covid, la mise à niveau et l'amélioration continue des compétences des gestionnaires, mais aussi des employés, à l'égard du numérique doivent être abordées comme des clés de l'enjeu de l'innovation. Il y a lieu de favoriser les formations d'appoint, mais aussi de profiter de l'offre actuelle présente à l'échelle du Québec et des régions. À cet effet, les nouveaux conseillers AEQ (Accès Entreprise Québec) de l'ARBJ participent à la mise en valeur des services déjà offerts sur le Territoire du Nord-du-Québec et se sont engagés à le promouvoir dans leurs interventions avec les promoteurs¹¹. Toutefois, dans le cadre du plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025, **l'accroissement de l'offre de formation en innovation sous toutes ses formes pour les gestionnaires, spécialement en région éloignée, devrait faire l'objet d'une ou de plusieurs mesures concrètes.** Aussi, des initiatives entrepreneuriales porteuses sont bénéfiques à des collectivités hors frontières, comme dans les pays scandinaves qui s'apparentent au Nord-du-Québec du point de vue du climat. **Le Plan d'action 2022-2025 devrait appuyer les projets favorisant les voyages d'études et partages d'expériences entre les entrepreneurs du Québec et ceux de ces pays.**

⁹ Sous-Traitance Industrielle Québec, [Baromètre industriel québécois 11^e Édition](#), 2020.

¹⁰ *Ibid.*, 21.

¹¹ [PIAR-2021-2024-2021-08-30](#)

Conclusion

En conclusion, le CEN souhaite vivement que le Plan d'action 2022-2025 vienne apporter des stratégies dans le développement de l'implication des jeunes et des femmes en entrepreneuriat au Québec. Par la mise en place de fonds spécifiques, notamment à l'égard de l'entrepreneuriat collectif et de la reprise entrepreneuriale, ou de mesures spécifiques visant les jeunes et les femmes, le gouvernement pourraient permettre aux régions éloignées et enclavées de tirer leur épingle du jeu et de contribuer encore plus à l'essor économique du Québec

Notre organisation souhaite vivement que la crise de la Covid soit aussi une opportunité pour une utilisation plus accrue des technologies de l'information et de la communication au niveau des gestionnaires d'entreprise et que le Plan d'action 2022-2025 incite fortement à aller dans ce sens.

Le CEN se rend disponible pour la mise en œuvre du futur Plan d'action 2022-2025.